

déposera les armes le premier ? Les *contras* ou le gouvernement nicaraguayen ? En toute logique, les risques pour les États-Unis sont minimes, mais pour le Nicaragua, ils sont énormes.” Un autre participant a défini les intérêts légitimes des États-Unis en matière de sécurité : l’assurance de pouvoir circuler librement dans le canal de Panama, la promesse formelle qu’il n’y aura pas de régimes hostiles aux États-Unis dans la région, et l’établissement de conditions stables et pacifiques pour résoudre les problèmes associés aux réfugiés et aux immigrations illégales. Quels que soient les intérêts légitimes des Américains sur le plan de la sécurité, on s’est généralement accordé pour dire que les États-Unis peuvent assurer la leur sans “imposer d’hégémonie”.

“Comment inciter les États-Unis à redéfinir leurs objectifs en matière de sécurité sans imposer leur suprématie ?” À cette question, on a proposé diverses réponses pendant le débat. Il serait important, ont souligné plusieurs participants, que des alliés des États-Unis adressent à Washington des messages énergiques et non équivoques. Ils appuieraient ce faisant les groupes qui critiquent les politiques actuelles, surtout au Congrès, et ils attireraient l’attention des médias sur les autres solutions possibles. D’autres participants ont signalé les dangers et les coûts d’une escalade militaire. Une invasion par les États-Unis provoquerait “l’anti-américanisme et un effondrement général de la démocratie en Amérique latine”. Elle ferait naître d’autres mouvements de guérilla en Amérique centrale, nuirait à la crédibilité de l’OTAN et entraînerait une “polarisation décisive” dans une collectivité internationale déjà trop polarisée. Le public doit être sensibilisé à ces dangers. Enfin, a observé un participant centraméricain, il faut persuader les États-Unis qu’“ils ont besoin d’alliés et non de satellites”. Réclamant “une critique équitable” après avoir entendu ces arguments, un participant américain a soutenu que si son pays avait violé l’intégrité territoriale du Nicaragua, celui-ci en avait fait autant. “C’est pourquoi le régime Carter a interrompu son aide. Le Canada et l’Europe ne doivent pas adopter une attitude partisane, et il faut exercer des pressions sur tous les pays qui violent les accords de l’OEA.”

Outre qu’ils se sont penchés sur la question de savoir comment amener les États-Unis à adopter des politiques plus souples envers l’Amérique centrale, les participants de la table ronde ont généralement convenu que les initiatives bilatérales et multilatérales menées pour favoriser les négociations doivent viser à renforcer le processus de Contadora ou à le compléter. Une fois de plus, on a souligné l’importance de la volonté politique : “Des conseils techniques sont